



Fiscalité et démocratie, vont-elles de pair ?

(d'après les *Perspectives économiques de l'Amérique latine 2008*)

www.oecd.org/dev/publications/leo

par Pablo Zoido

- ◆ L'Amérique latine croit en la démocratie et en l'économie de marché.
- ◆ Une politique budgétaire efficace, juste et équitable peut favoriser le développement et consolider la démocratie.

Jusqu'à présent, en Amérique latine, les impôts et transferts n'ont eu que peu d'effet sur les inégalités. Bien que l'Europe et l'Amérique latine présentent des inégalités de revenus d'une ampleur comparable, les démocraties européennes parviennent à les atténuer sensiblement grâce à l'impôt et aux transferts publics. Proportionnellement, la réduction des inégalités par voie budgétaire est huit fois plus importante en Europe qu'en Amérique latine. Cet écart tient à la quantité, mais surtout à la qualité.

La persistance de niveaux de pauvreté et d'inégalités élevés figure en tête de la liste des défis que doit relever la région latino-américaine : quelque 40 pour cent de sa population (soit plus de 200 millions de personnes) vivent toujours dans la pauvreté. Les 10 pour cent les plus pauvres disposent d'une proportion du produit intérieur brut (PIB) vingt fois moindre que les 10 pour cent les plus riches. Sur la dernière décennie, la croissance du PIB par habitant a profité à tous sur le continent sauf aux plus démunis. Les inégalités restent du même ordre, et le défi que constitue une pauvreté généralisée persiste.

Cette absence de progrès dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités a des conséquences tant politiques qu'économiques. Entre 2005 et 2007, treize élections se sont déroulées en Amérique latine, et l'issue des scrutins a été très serrée dans la plupart des cas. Alán García au Pérou et Michelle Bachelet au Chili ont gagné avec, respectivement, une avance de moins de 5 et de 7 points de pourcentage, tandis que la victoire de Felipe Calderón, au Mexique, s'est jouée à moins de 1 point.

Dans une démocratie, les citoyens expriment leur confiance dans l'État en payant leurs impôts, et ce dernier rétribue cette confiance par une politique de dépenses judicieuse, dans l'intérêt général. Moins d'un Latino-américain sur quatre pense que l'argent de ses impôts est bien dépensé. La réforme budgétaire peut et doit aider à renforcer la légitimité dans la région et contribuer ainsi à consolider la démocratie.

Depuis les années 1980, la réforme budgétaire dans la région génère de nouvelles forces institutionnelles et enregistre un certain succès. La discipline budgétaire a été restaurée, ce qu'apprécient les marchés internationaux. La réforme a toutefois échoué à accroître significativement les revenus et à améliorer l'efficacité et l'équité des dépenses publiques ou de la production de recettes.

À l'heure actuelle, beaucoup de pays d'Amérique latine se trouvent au cœur d'une nouvelle transition budgétaire. Au Chili, la présidente Bachelet affirme que « nos démocraties ont échoué à améliorer le sort des plus vulnérables, [...] et les conséquences politiques en sont aujourd'hui patentes ». Beaucoup de dirigeants reconnaissent la nécessité de renforcer la cohésion sociale, d'où le choix d'en faire le thème central du sommet ibéro-américain de novembre 2007, à Santiago, au Chili.

Toute transition budgétaire en Amérique latine devra s'attacher aux niveaux de mobilisation des recettes et des engagements de dépenses, en portant une attention particulière à la qualité de ces dernières. Au cours de la dernière décennie, les dépenses sociales sont passées de

13 à 15 pour cent du PIB (soit de moins de 450 à plus de 600 dollars par habitant). Cependant, la majeure partie de cette hausse est consacrée à l'augmentation des dépenses de protection sociale, l'une des formes de dépenses sociales les moins progressives de la région : les riches ont reçu plus de 16 pour cent de l'ensemble des dépenses sociales par le seul biais des prestations de protection sociale, ce qui représente davantage que ce qu'a reçu le cinquième le plus pauvre de la population pour, à la fois, l'éducation, la santé et la protection sociale.

« Pas de taxation sans représentation » : le slogan forgé par les colons d'Amérique souligne combien il est important de faire entendre sa voix et de participer aux prises de décision concernant les dépenses publiques. La population évalue l'impôt qu'elle paie à l'aune des services publics dont elle bénéficie en retour. Les *Perspectives de l'Amérique latine 2008* de l'OCDE démontrent que plus les dépenses publiques sont financées par l'impôt, plus la population exige que des comptes lui soient rendus (par exemple en cherchant à participer davantage au processus démocratique). La crédibilité même des pouvoirs publics dépend de leur aptitude à doter le pays de biens collectifs de qualité.

En conséquence, dans les pays de l'OCDE, la fiscalité et les dépenses budgétaires donnent lieu à de vifs débats ; la politique budgétaire n'est pas un sujet purement technique. La dimension politique est donc déterminante dans la réussite ou l'échec de la réforme budgétaire, et il faut impérativement parvenir à un consensus à travers un débat public ouvert et transparent. L'existence de médias indépendants facilite ce processus, et l'on observe une corrélation positive entre qualité des médias et recettes budgétaires élevées.

L'Amérique latine dispose de groupes de réflexion et de recherche parmi les plus doués et les plus dynamiques des économies émergentes. Ces groupes peuvent considérablement enrichir le débat sur les questions budgétaires, si tant est qu'ils jouissent de suffisamment d'indépendance, financière et intellectuelle, pour évaluer d'un œil critique les politiques et les propositions de réforme.

Les Latino-américains comprennent bien l'importance de la politique budgétaire dans une démocratie. Il leur faut maintenant en tirer les conséquences.



Les lecteurs sont invités à citer ou reproduire les informations des *Repères* du Centre de développement de l'OCDE dans leurs propres publications. En échange, le Centre demande les remerciements de rigueur ainsi qu'un exemplaire de la publication. Le texte intégral des *Repères* et d'autres informations sur le Centre de développement et ses travaux sont disponibles sur : www.oecd.org/dev

Centre de développement de l'OCDE
2, rue André-Pascal,
75775 Paris Cedex 16, France
Tél : 33 (0)1 45.24.82.00
Fax : 33 (0)1 44.30.61.49
mél : dev.contact@oecd.org